



Chers Amis,

Il y a 50 ans, le 30 mars 1976, Israël réprimait dans le sang une manifestation de Palestiniens contre le vol de leurs terres en Galilée. Depuis lors, cette date du 30 mars est célébrée partout en Palestine et dans le monde comme la Journée de la Terre comme c'est le cas aujourd'hui où dans toute la France se tiennent des rassemblements pour dénoncer ce processus de dépossession continue des terres palestiniennes par la colonie israélienne et exiger l'arrêt du génocide et l'application du droit au retour des réfugiés.

Un combat qui ne peut être séparé de la guerre d'agression contre l'Iran déclenchée par Israël et les Etats-Unis depuis le 28 février, qu'Israël a étendue au Liban tout en continuant celle engagée contre la Palestine.

Depuis le 28 février, pas un pays, pas une institution internationale n'a pris de sanctions contre ces deux États barbares qui mettent la planète à feu et à sang, prétendant qu'ils répondent à une mission divine.

Depuis leur création en 1776, il y donc 250 ans d'existence, les États-Unis ont généré 232 ans de guerre.

Dès que le mouvement sioniste a mis son dévolu sur la Palestine en tant qu'État d'implantation fondé sur de prétendus droits de nature génétique ou biblique, c'est selon, il a utilisé la violence la plus barbare et le terrorisme pour parvenir à ses fins et créer l'État d'Israël qui réserve le droit à l'autodétermination à ses seuls citoyens juifs.

Tout au long de leur création, ces deux États se sont lancés à la conquête de terres qui ne leur appartenaient pas. Massacres et expulsion des Indiens pour le premier, des Palestiniens pour le second, et enfermement des quelques survivants dans des réserves. L'histoire de ces deux pays n'est qu'une suite de guerres d'agression aussi illégales qu'injustes sans qu'aucune n'ait été sanctionnée.

Pourtant, le Droit international, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale et le tribunal de Nuremberg, a reconnu la guerre d'agression comme un crime contre la paix mondiale qui constitue, je cite, « *le crime international suprême ne différant des autres crimes de guerre que du fait qu'il les contient tous* » (minute du procès de Nuremberg du 30 septembre 1946 matin <https://mrsh.unicaen.fr/nuremberg/consult/Nuremberg/22/217e.xml/am30091946.html> et résolution 3314 de l'Assemblée générale de l'ONU de novembre 1974).

De crise en crise, de guerre en guerre, les États membres de l'ONU ont renoncé à demander à Israël de mettre un terme à ses agressions contre les Palestiniens et à rendre des comptes.

Ils ont d'abord voté le plan de partage de la Palestine en 1947 après que les milices sionistes ont chassé le mandataire britannique, un partage qui spoliait les Palestiniens de 56,5% de leurs terres et qui a conduit à l'expulsion de la moitié de la population palestinienne après la guerre d'agression de 1948.

Ils ont ensuite reconnu la nouvelle partition après la guerre de 1967 qui a entériné le vol de 30% de terres supplémentaires et l'expulsion de 300 000 autres Palestiniens. Ce sont ces nouvelles *frontières*, si on peut appeler cela des frontières, conquises par la force, qui font aujourd'hui référence internationalement. Et sur les terres restantes, Israël fait fleurir sans arrêt de nouvelles colonies comme autant de parcelles de terres supplémentaires arrachées à la Palestine et débarrassées de tout Palestiniens et de tout ce qui rappelle qu'elles appartiennent aux Palestiniens. Et toujours rien d'autre que des déclarations, résolutions, sans aucun effet contraignant.

Et c'est ainsi que les 1201 résolutions violées par Israël en toute impunité font effet de laissez-faire, d'autorisation en quelque sorte, pour continuer à exercer son terrorisme d'État sur quiconque remet en cause son projet d'État ethniquement pur et extensible. Le fin du fin ayant été la signature des Accords d'Oslo qui lui a permis de figer officiellement tout ce qu'il avait imposé par la force.

Cette non intervention des États garants du droit international, pire, leur complicité justifiée rétroactivement par le « *droit d'Israël à se défendre* », comme ils disent en chœur lui a laissé les mains libres pour perpétrer son génocide contre Gaza. Elle lui permet de poursuivre son annexion de la Cisjordanie et de poursuivre son expansion vers un Grand Israël. Il vient de là le génocide, de cette conjonction d'un projet raciste et de la passivité des puissances qui se sont elles-mêmes désignées garantes de la paix.

Et cela se traduit aujourd'hui par cette nouvelle guerre d'agression contre l'Iran et le Liban avec l'aide de son comparse états-unien trop content d'enfoncer un coin contre son rival, la Chine. Car pour les Etats-Unis, il ne peut y avoir de relations pacifiques, seulement des relations de domination. Tout ce qui s'oppose à leur emprise doit être soumis et contraint. Ils l'ont clairement exprimé dans leur plan de *Stratégie de sécurité nationale* présenté en novembre dernier.

Bombarder un pays en pleines négociations sur le point d'aboutir, assassiner le dirigeant d'un pays et une partie de sa famille dont une petite fille de 14 mois, tuer des centaines de civils pour abattre un dirigeant, lancer des bombes sur une école primaire de filles faisant 170 morts, détruire, comme à Gaza, tout ce qui sert la vie, contraindre des milliers de personnes à l'errance dans des déplacements sans fin, envisager la peine de mort pour les prisonniers palestiniens, laisser parader sur nos écrans le criminel de guerre Netanyahu recherché par la Cour pénale internationale ou le porte-parole de son armée, agent génocidaire, c'est là le vrai visage du sionisme, le vrai visage de l'impérialisme, le vrai visage du suprématisme, le vrai visage du colonialisme, le vrai visage de leurs complices. N'oublions pas en effet que le jour même où Israël et les États-Unis bombardaient l'Iran, neuf pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU dont la France ont condamné la légitime défense de l'Iran contre les proxys israélo-états-uniens de la région sans se prononcer sur l'illégalité de l'opération menée par Israël et les États-Unis ! Une inversion de charge que ne renierait pas Orwell lui-même : *l'attaque c'est la défense, la défense c'est l'attaque*, pour paraphraser Big Brother !

C'est là l'image d'un monde où a disparu toute humanité pour laisser place à la terrible loi de jungle. C'est une tendance qui menace les peuples et les États du monde entier car chaque jour qui passe augmente les risques d'une contagion de plus en plus large, y compris nucléaire. La porte ouverte à l'agression, c'est la porte ouverte à la barbarie. Tant que des États se comporteront de la sorte, le monde ne sera pas en paix.

Le matraquage médiatique pour faire croire qu'il est juste de faire tomber « le régime des mollahs » comme ils disent, ne doit pas nous masquer les objectifs réels de cette guerre :

- pour les États-Unis, une guerre pour la suprématie, pour les ressources énergétiques, dans laquelle les libertés des femmes iraniennes voilées sont de bien peu de poids ;
 - pour Israël, une guerre pour s'approprier de nouveaux territoires, ce dont il ne se cache même plus puisqu'il affiche ostensiblement la carte du Grand Israël, bien au-delà « *du fleuve à la mer* » puisqu'elle englobe la Palestine, la Jordanie, le Liban, les deux tiers de la Syrie, la moitié de l'Irak, un tiers de l'Arabie saoudite et la moitié de l'Égypte.
- Pour les peuples, il faut en finir avec le « *ni, ni* » entre agresseurs et agressés par ce que c'est ce sur quoi comptent les agresseurs impérialistes pour empêcher les mobilisations populaires contre les politiques des États fauteurs de guerre. Il faut en finir avec les jugements moraux qui ne conduisent qu'à la paralysie et au statut quo alors que nous avons besoin de comprendre le monde tel qu'il est, avec toutes ses contradictions, pour le transformer. Le prétexte de la nature des régimes attaqués est une négation du principe intangible que chaque peuple est seul à avoir le droit de choisir qui le gouverne. Et cela vaut aussi pour le Venezuela et Cuba, et d'une manière générale, pour tous les pays ciblés par l'impérialisme.

Une véritable paix ne peut passer que par la défaite des Etats-Unis et d'Israël et de leurs plans de réorganisation du Proche Orient, pour que les Palestiniens, les Libanais, les Syriens, les Irakiens, les Iraniens, les Yéménites, mais aussi nous-mêmes, puissions décider de notre avenir.

Comme le souligne une nouvelle fois Francesca Albanese lors de la présentation de son rapport sur la situation des droits de l'Homme dans les Territoires palestiniens occupés *Le mépris du droit international ne s'arrêtera pas en Palestine. Il se déroule déjà du Liban à l'Iran, à travers les pays du Golfe et le Venezuela. Et si rien n'est fait il se propagera bien au-delà. Ce qui est perdu en Palestine sera perdu pour nous tous.*

Oui, ce qui se passe au Proche Orient est le témoin du déclin effroyable des valeurs humaines et d'une dérive vers un fascisme non moins dangereux que celui d'Hitler, de Mussolini et d'Hiro-Hito, dont les crimes ont failli anéantir l'humanité. Combattre l'extrême-droite, c'est arrêter la guerre contre l'Iran et les peuples du Proche Orient.

L'extrémisme qui menace toute l'humanité aujourd'hui c'est ce modèle de terrorisme d'État qui est en train de gangréner le monde y compris la France où le gouvernement veut compléter son arsenal de lois liberticides en proposant le vote de la loi Yadan criminalisant la critique de la politique d'Israël.

Enfin nous voudrions terminer en apportant notre soutien à Olivia Zémor, présidente de Capjpo Europalestine, condamnée pour « apologie de terrorisme » en première instance à, écoutez bien, 24 mois de prison avec sursis, 5 ans d'inéligibilité, un suivi judiciaire, l'inscription au fichier du terrorisme, 3000€ de dommages et intérêts et 2000€ d'amende, pour un texte écrit au lendemain du 7 octobre 2023. Ce qui est condamné-là, c'est sa pugnacité et sa constance à défendre les droits du peuple palestinien et à l'exprimer sans complaisance ni fioriture. Une condamnation qui intervient quelques jours après que son compagnon a lui-même été mis en garde à vue après que leur maison a été mis sans dessus dessous lors d'une perquisition. C'est une décision grave, pour elle bien sûr, mais aussi pour ce que ça veut dire en termes de justice et de liberté d'expression dans notre pays alors que le génocide continue. Il va s'en dire qu'elle a interjeté appel de la décision et que nous continuerons à la soutenir.

Respect de l'autodétermination et de la souveraineté des peuples !

Non aux guerres d'agression !

Non à la guerre d'Israël pour le « Grand Israël » !

Non aux guerres de pillage de l'empire états-unien !

Non à la complicité des pays de l'Union européenne sauf l'Espagne !

Non à la pénalisation des soutiens à la Palestine !

Attaque contre Gaza ? Guerre d'agression.

Attaque contre l'Iran ? Guerre d'agression.

Attaque contre le Liban ? Guerre d'agression.

Attaque contre l'Irak ? Guerre d'agression.

Attaque contre le Yemen ? Guerre d'agression.

Soutien aux peuples qui résistent !

Prochains rendez-vous :

- **Lundi 30 mars jour de la Journée de la Terre, soirée cinéma en 2 temps au TAP castille** : à 18h30 deux courts-métrages de Fuad Hindieh qui termine une résidence à la Villa Bloch. Il présentera aussi la bande-annonce du film qu'il a réalisé en résidence. Un buffet suivra à la mairie. Et à 20h30 retour au TAP pour un documentaire sur l'**UNRWA**, l'office de travaux et de secours aux réfugiés qui 75 ans après sa création existe toujours montrant que la question des réfugiés palestiniens n'est toujours pas réglée.

- **Du 8 au 19 avril au Dietrich, L'Affaire Abdallah** pour ceux qui l'auraient raté le 3 mars

- **Dimanche 19 avril 2026 à partir de 16H au 23 route de Paris**, 2 documentaires : l'un sur l'initiative **Thousand Madleens To Gaza** + l'autre sur la ville de **Lyd** avant qu'elle ne soit conquise par Israël en 1948 et rebaptisée Lod.

- **Mercredi 22 avril 2026 au Dietrich à 18h30, Occupations**, un documentaire qui retrace l'occupation de l'université de Columbia à New York en solidarité avec Gaza organisée.